Building a Europe
for and with children

Construire une Europe
pour et avec les enfants

COUNCIL OF EUROPE
75
1949 - 2024
CONSEIL DE L'EUROPE

ENF-VAE(2024)PV02
Strasbourg, 26 septembre 2024

Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE)

Rapport de réunion

Quatrième réunion (en présence)

Strasbourg, 24-25 septembre 2024
Bâtiment Agora, salle G05

enf-vae@coe.int
ENF-VAE

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion

1. La présidente du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE, ci-après le Comité) Mária VARGOVA (Slovaquie) ouvre la quatrième réunion du Comité, elle souhaite la bienvenue à tous les participants.

2. Anne KAYSER, Secrétaire du Comité accueille celui-ci, remercie les collègues pour leur soutien dans la préparation de la réunion et se réjouit du travail à venir.

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

3. Le Comité adopte l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I.

Point 3 de l'ordre du jour : Déclaration de la présidence et du Secrétariat

4. Le Comité prend note des informations fournies par le Secrétariat sur l'état de la mise en œuvre de la Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027), y compris des actions pertinentes du Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF).

5. Il prend également note des informations fournies par le Secrétariat sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de son mandat ainsi que de son plan de travail révisé.

Point 4 de l'ordre du jour : Rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence

6. Dr Susanna Greijer, consultante, présente le premier projet du rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation. La commission a pris note de la présentation.

7. Le Comité examine le projet de rapport en vue de fournir des orientations pour sa finalisation. Il prend note des commentaires formulés par les observateurs et les participants. Les points suivants ont notamment sont soulignés

   - L'analyse basée sur les réponses des Etats membres montre que, dans **la plupart des domaines** couverts par les lignes directrices sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence, le **seuil de mise en œuvre fixé à 80% a été dépassé,** ce qui est louable. Dans certaines circonstances (telles que l'existence d'un cadre juridique pour la protection des enfants contre la violence), l'objectif devrait être une mise en œuvre par 100% des Etats membres.
   - Certains des points forts identifiés dans le rapport, tels que les **campagnes de sensibilisation** menées dans 100 % des États ayant répondu, ne peuvent remédier aux faiblesses qui conduisent à une **sous-déclaration des cas de violence**.
   - Des questions relatives à la **manière** dont les déclarations des cas de violence sont effectuées, à la nécessité de mettre en place des **lignes d'assistance téléphonique** et de faire des **enfants des acteurs** et non des sujets passifs lors des déclarations ont été soulevées.
   - Une partie de la réponse pourrait également être trouvée dans la **méthodologie et la thématique des campagnes**, ainsi que dans l'**adéquation des formations,** y compris des formations sur les traumatismes pour les travailleurs sociaux et au niveau universitaire.
   - Les **politiques de sauvegarde** devraient être rendues obligatoires partout où des enfants sont présents, et les orientations du Conseil de l'Europe seraient les bienvenues à cet égard.
   - Les conclusions du rapport devraient insister sur la nécessité de promouvoir une **interdiction totale des châtiments corporels,** tant en droit qu'en pratique, et des mesures devraient être prises pour assurer le suivi auprès des États membres du Conseil de l'Europe qui n'ont pas encore interdit les châtiments corporels.
   - Si l'analyse montre que 73 % des États appliquent des lois incluant dans les programmes scolaires **une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge des enfants**,

l'importance de cette **éducation** pour prévenir la violence à leur égard a été soulignée, de même que la nécessité d'adresser des recommandations claires aux États membres pour qu'ils adoptent de tels programmes.
- La **collecte de données désagrégées** et le développement de meilleurs systèmes de traitement des données organisées de manière systématique, y compris au sein du Conseil de l'Europe, doivent être renforcés.

8. Le Comité charge la consultante et le Secrétariat de réviser le projet de rapport à la lumière des discussions et des commentaires du Comité et convient de partager le projet révisé avec le Comité ENF-VAE avant de le soumettre au CDENF en vue de son adoption éventuelle lors de sa 10ème réunion plénière (Strasbourg 3-5 décembre 2024).

9. Le Comité prend également note de la présentation du rapport sur les **progrès et les retards dans la réalisation de l'interdiction universelle et de l'élimination des châtiments corporels dans les États membres du Conseil de l'Europe** par Sonia Vohito de l'organisation *End Corporal Punishment* et l'invite à mettre régulièrement à jour son rapport. Le comité échange sur la situation décrite dans le rapport et sur les actions possibles pour soutenir l'interdiction universelle des châtiments corporels. Parmi ces actions, il est suggéré de mettre à jour le matériel de sensibilisation existant ou d'envisager l'organisation par le CDENF d'un échange ou un tour de table sur la question. À cette fin, le Comité accepte de partager le rapport avec le CDENF.

Point 5 de l'ordre du jour : Une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge afin de renforcer les réponses pour entre autres prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle et les comportements préjudiciables ou à risque

5.1 Note d'orientation sur la protection des enfants contre les risques liés à l'accès à des contenus pornographiques en ligne

10. Le Comité prend note de la présentation faite par Maree Crabbe, consultante auprès de l'ENF-VAE, sur de l'état d'avancement de la rédaction d'une note d'orientation sur la protection des enfants contre les risques liés à l'accès à des contenus pornographiques en ligne.

11. Le Comité se félicite de la décision du CDENF d'aborder ce sujet important. Il a exprimé sa satisfaction quant à la structure et au contenu de la version préliminaire du projet de note d'orientation, à partager avec le CDENF pour discussion lors de sa 10ème réunion plénière (Strasbourg 3-5 décembre 2024).

12. Le Comité convient également de prendre en compte les éléments de cette note d'orientation lors de la rédaction de la recommandation sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge et de l'élaboration du document d'orientation sur les comportements sexuels préjudiciables.

5.2 Recommandation sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge afin de renforcer les réponses pour entre autres prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle et les comportements préjudiciables ou à risque

13. Le Comité prend note de la présentation faite par Meghan Campbell, consultante auprès de l'ENF-VAE, sur les éléments préliminaires d'un projet de recommandation sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge.

14. Il tient un échange sur les éléments préliminaires d'un projet de recommandation sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge et prend note des commentaires fournis par les observateurs et les participants de l'ENF-VAE ;

15. Les points suivants sont notamment soulignés :
- Le **titre de** la recommandation doit tenir compte de la sensibilité du sujet. Plusieurs options avec différentes combinaisons seront envisagées.

- La recommandation devrait inclure des éléments sur la manière de présenter les **messages relatifs à l'éducation complète à la sexualité**.
- Lorsque des **termes sensibles** ont été précédemment définis dans les travaux du Conseil de l'Europe, s'inspirer de ces définitions.
- Les dispositions spéciales devraient aborder les questions relatives à la **sécurité numérique** et à la technologie.
- Le langage relatif à l'**égalité entre les femmes et les hommes** devrait être uniformisé en tenant compte des sensibilités des différents États membres.
- Préciser que l'éducation complète à la sexualité est dispensée dans des **contextes formels, informels et non formels** et que tous ceux qui dispensent cette éducation doivent recevoir une formation adéquate.

16. Le Comité charge la consultante et le Secrétariat de poursuivre la rédaction d'une recommandation sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge à la lumière de la discussion et des commentaires du groupe. S'il est prêt, un premier projet de recommandation pourrait être partagé avec l'ENF-VAE et le CDENF en vue d'obtenir des commentaires avant la 10ème réunion plénière du CDENF (Strasbourg, 3-5 décembre 2024).

5.3 Consultations d'enfants sur l'éducation complète à la sexualité

17. Le Comité prend note de la présentation d'Elina Stenvall, consultante, sur les progrès accomplis dans la réalisation de consultations d'enfants sur l'éducation complète à la sexualité.

18. Le Comité est informé de l'état d'avancement des consultations d'enfants et échange sur les différents groupes d'enfants qui peuvent être consultés.

19. Au cours de la discussion, les points suivants sont notamment soulevés :
    - Il est utile de recueillir l'avis des enfants sur la **manière dont** ils devraient être éduqués, par **qui**, **où** et **quand**, et sur **ce** qu'ils veulent savoir au sujet de l'éducation complète à la sexualité.
    - La consultation devrait porter sur des thèmes plus larges tels que la **sécurité numérique**.
    - Les enfants pourraient recevoir des **orientations** ou des exemples qui leur permettraient de choisir entre différentes options sur la manière dont ils devraient être enseignés.
    - Il est essentiel de donner un **retour d'information** aux enfants et de reconnaître que leurs opinions ont été prises en compte.
    - Il est essentiel de disposer d'une politique de **protection** solide : les enfants doivent sentir qu'ils évoluent dans un environnement sûr et doivent avoir accès à un soutien psychologique en cas de besoin.

20. Le Comité invite le Secrétariat et la consultanta à poursuivre leurs travaux sur cette question.

Point 6 de l'ordre du jour : Prévention de la violence sexuelle et des comportements nuisibles ou à risque chez les enfants

21. Le Comité prend note de la présentation du consultant, échange sur l'étude actualisée et approuve sa publication.

22. Le Comité est invité à réfléchir aux prochaines étapes de la préparation d'un guide sur la prévention des violences sexuelles et des comportements nocifs ou à risque chez les enfants, qui est le dernier livrable attendu de l'ENF-VAE en 2027.

Point 7 de l'ordre du jour : État d'avancement de la préparation de l'examen à mi-parcours de la stratégie pour les droits de l'enfant

23. Le Comité prend note de la présentation du Secrétariat sur l'avancement de l'organisation de la Conférence d'examen à mi-parcours et échange sur la manière d'intégrer la session relative à la prévention de la violence à l'encontre des enfants.

Point 8 de l'ordre du jour : Mise à jour des principaux développements et autres événements par les membres, les participants et les observateurs

24. Le Comité prend note de la mise à jour des activités clés liées à son mandat telles que partagées par ses membres :

- La Finlande entame une réflexion sur les cas de divorce très conflictuels, notamment pour protéger les enfants de la violence. Une étude sur le sujet sera publiée l'année prochaine. Par ailleurs, la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des enfants - un plan d'action plutôt ambitieux - arrivera à son terme en 2025, mais un nouveau plan de huit ans est actuellement en préparation. Ce plan comprendra la poursuite de la mise en œuvre de la convention de Lanzarote et des projets Barnahus.
- En Autriche, de nouvelles élections auront lieu à la fin du mois de septembre 2024, ce qui rend difficile l'examen des futurs projets relatifs aux droits de l'enfant. Cependant, une campagne pour la protection des enfants sous toutes ses formes a été lancée (Avril 2024), avec des images d'enfants créées par AI. Les enfants ayant participé à la campagne ont fait part de leurs réactions, qui ont été bien accueillies.
- En Islande, une nouvelle loi met l'accent sur l'"intégration" des services dans l'intérêt supérieur du bien-être de l'enfant. L'objectif est d'anticiper et de réduire le nombre de cas de nécessitant l'intervention de la protection de l'enfance et cette loi est actuellement dans sa troisième année de mise en œuvre. En outre, la coopération après le divorce est encouragée par des cours en ligne pour les parents en instance de divorce, avec des résultats très positifs.
- La Hongrie fait une mise à jour du développement des droits de l'enfant en interne. En outre, la Croix-Rouge a produit il y a peu un rapport soulignant l'importance de Barnahus. La phase 5 de Barnahus est actuellement mise en œuvre et le gouvernement prévoit d'ouvrir un sixième centre.
- En Slovaquie, tous les fonds destinés aux ONG de défense des droits de l'homme sont gelés, mais il y a quelques développements positifs. Par exemple, des normes de qualité minimales sont établies pour les lignes d'assistance téléphonique, et des financements sont accordés aux centres d'appel respectant ces normes. En outre, des centres Internet plus sûrs sont créés grâce au réseau INHOPE, et des centres Barnahus développés parallèlement à des études architecturales. Une méthodologie nationale pour l'adoption d'enfants est également en cours d'approbation. En outre, une grande campagne est en cours de préparation en collaboration avec l'université de design de Bratislava et une ONG slovaque populaire afin de protéger les enfants contre le "grooming" et la cyberviolence, et d'apporter un soutien aux parents.
- Missing Children Europe informe qu'uneconférence sur les abus sexuels et la manipulation des enfants en ligne (CESAGRAM) sera organisée prochainement. Celle-ci aura lieu les 9 et 10 décembre 2024 et les invitations seront envoyées par l'intermédiaire du Secrétariat du Comité.
- Le Comité de Lanzarote informe le groupe des consultations d'enfants menées par le Comité lors du dernier cycle de suivi sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les TIC, et qui pourraient être liées au travail de l'ENF-VAE. En outre, le Comité de Lanzarote partagera une invitation pour un événement parallèle sur les technologies émergentes, avec les entreprises privées impliquées, lors de sa plénière (5-8 novembre 2024) à Vienne.

Point 9 de l'ordre du jour : Questions diverses

25. Aucune autre question n’est soulevée.

Point 10 de l'ordre du jour : Date et lieu des prochaines réunions

26. Le Comité prend note de la date de la prochaine réunion de l'ENF-VAE, celle-ci se tiendra, en personne, à Strasbourg les 27 et 28 mai 2025.

Point 11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de réunion

27. Le Comité convient d'approuver le rapport de réunion.

Annexe 1

Ordre du jour et ordre des travaux

1.	**Ouverture de la réunion**	Documents de référence • Liste des participants - ENF-VAE(2024)LoP2 • Liste des membres • Rapport de la troisième réunion - ENF-VAE(2024)PV01
2.	**Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux**	Documents de travail • Ordre du jour - ENF-VAE (2024)OJ2 • Ordre du jour annoté - ENF-VAE(2024)OJ2ANN
3.	**Déclaration de la présidence et du Secrétariat**	Documents de référence • Mandat de l'ENF-VAE • Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027) • Conventions et recommandations du CdE - Ressources clés pour la mise en œuvre de la stratégie (2022-2027) CDENF(2022)INF2 • Méthodes de travail et plan de travail - ENF-VAE(2023)01 rev4 E
4.	**Rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence** *(résultat attendu (2) du mandat)*	Document de travail • Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence - ENF-VAE(2024)04 (restreint) Documents de référence • Tableau des réponses des États membres - ENF-VAE (2024)01 • Questionnaire - CDENF(2023)24 • CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence • Méthodologie pour l'examen de la mise en œuvre des recommandations du Comité des ministres - CDENF(2022)27 • Progrès et retards dans la réalisation de l'interdiction universelle et de l'élimination des châtiments corporels dans les Etats membres du Conseil de l'Europe - ENF-VAE(2024)06 (restreint)
5.	**l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge afin de renforcer les réponses pour entre autres prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle**	Document de travail • Avant-projet de note d'orientation sur la protection des enfants contre les risques liés à

	et les comportements préjudiciables ou à risque (*résultat attendu (3) du mandat)*	l'accès à des contenus pornographiques en ligne - CDENF(2024)20 (restreint) Documents de référence • Étude de faisabilité sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge afin de renforcer les réponses pour entre autres prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle et les comportements préjudiciables ou à risque- CDENF(2024)08 • Note conceptuelle sur les consultations d'enfants sur l'éducation complète à la sexualité - ENF-VAE(2024)02rev • Note conceptuelle pour un échange thématique sur la protection des enfants contre les risques liés à l'accès à des contenus pornographiques en ligne - CDENF(2024)05 • Rapport de l'échange thématique sur la protection des enfants contre les risques liés à l'accès à des contenus pornographiques en ligne - CDENF(2024)11
6.	**Prévention de la violence sexuelle et des comportements nocifs ou à risque chez les enfants** (*résultat attendu (14) du mandat)*	Document de travail • Étude actualisée sur la violence sexuelle et les comportements sexuels préjudiciables manifestés par les enfants : Nature, causes, conséquences et réponses, préparée par : Professeur Simon Hackett, Université de Durham, Royaume-Uni - ENF-VAE(2024)05 (restreint) Document de référence • Violences sexuelles et comportements sexuels préjudiciables manifestés par les enfants : Nature, causes, conséquences et réponses - CDENF-GT-VAE(2020)04
7.	**État d'avancement de la préparation de l'examen à mi-parcours de la stratégie pour les droits de l'enfant**	
8.	**Mise à jour des principaux développements et autres événements par les membres, les participants et les observateurs**	
9.	**Questions diverses**	
10.	**Date et lieu des prochaines réunions**	Propositions à confirmer : • 5th réunion de l'ENF-VAE : 27-28 mai 2025 • 6th réunion de l'ENF-VAE : 7-8 octobre 2025
11.	**Approbation du rapport de réunion**	

Ordre du jour

Date	Heure (UTC+1)	Points de l'ordre du jour
24 septembre 2024	Matin 09h30 - 12h30	Postes 1 à 4
	Après-midi 14h00 - 17h00	Point 4 (suite)
25 septembre 2024	Matin 09h00 - 12h30	Point 5
	Après-midi 14h00 - 16h30	Points 6 à 11

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE GÉNÉRAUX

Mandat de l'ENF-VAE 2024-2027
Résolution CM/Res(2021)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail

RAPPORTS DE RÉUNION

ENF-VAE(2023)PV01	Rapport de la première réunion de l'ENF-VAE
ENF-VAE(2023)PV02	Rapport de la deuxième réunion de l'ENF-VAE
ENF-VAE(2024)PV01	Rapport de la troisième réunion de l'ENF-VAE

Annexe 2

Liste des participants

MEMBERS / *MEMBRES*

Autriche / *Autriche*
Alina Seel
Austrian Federal Chancellery / *Chancellerie fédérale autrichienne*
Head of Department / *Cheffe de département*
Directorate General VI - Family and Youth / *Direction générale VI - Famille et jeunesse*

Finland / *Finlande*
Marjo Malja
Ministère des affaires *sociales et de la santé* / Ministry of Social Affairs and Health
Senior Ministerial Adviser, Social Affairs / Conseillère ministérielle principale, Affaires sociales

France ***Excused/Excusée***
Solenne Donal
Juge des *enfants* / *Juvenile judge*
Tribunal Judiciaire *de* Paris / *Paris Judicial Court*

Greece / *Grèce*
Eftychia Katsigaraki
Ministry *of Justice*, General Directorate of Special Legal Affairs & Human Rights / *Ministère de la Justice, Direction générale des affaires juridiques spéciales et des droits de l'homme*
General Director / *Directrice* Générale

Hungary / *Hongrie*
Viktoria Sebhelyi
Independent consultant / *Consultante* indépendante

Islande / *Islande*
Pall Olafsson
Director, Department of Prosperity / *Directeur, ministère de la* Prospérité

Slovaquie / *Slovaquie*
Mária Vargová (Chair / *Présidente*)
National Coordination Centre *for* Resolving the Issues of Violence against Children / *Centre national de coordination pour la résolution des problèmes de violence à l'égard des enfants*
Director / Directrice

Spain / *Espagne*
Pepa Horno
Independent consultant on childhood, affectivity and protection of children / *Consultante indépendante sur l'enfance, l'affectivité et la protection de l'*enfance

MEMBRES CC / *MEMBRES CC*

Türkiye / *Turquie*
Şuheda Dilay Kızılca
Ministry of Family and Social Services / *Ministère de la Famille et des services sociaux*
Junior Expert on Family and Social Services / *Expert junior en matière de services sociaux et familiaux*

PARTICIPANTS

European Commission / *Commission Européenne*
Chrisoula Arcoudis
DG Justice and Consumers / *DG Justice et* consommateurs

Gender Equality Commission /Commission ***pour l'égalité de genre (GEC)***
Sara Slana
Member in respect of Slovenia / *Membre représentant la Slovénie*

Advisory Council on Youth / *Conseil consultatif sur la jeunesse*
Margo Vorykhava
Co-Chair of the Advisory Council on Youth / *Co-Présidente du Conseil consultatif sur la* jeunesse

OBSERVERS / *OBSERVATEURS*

Enfants disparus Europe
Lea Meindre-Chautrand
Senior Advocacy Officer / Responsable de plaidoyer

CONSULTANTS

Susanna Greijer
Research, Legal and Policy Consultant on children's rights / *Consultante en recherche, en droit et en politique sur les droits de l'*enfant

Sonia Vohito
Legal Policy Specialist, End Corporal Punishment / *Spécialiste en* politique juridique

Meghan Campbell
Reader in international human rights law, University of Birmingham / *Professeure en droit international des droits de l'homme, Université de Birmingham*

Maree Crabbe
Directeur, Il est temps de parler / *Directrice, "Il est temps de parler*"

Elina Stenvall
Director, SOS Children's Villages Finland / *Directrice, SOS Villages d'enfants Finlande*

Simon Hackett
Professor (Director of Research) in the Department of Sociology, Durham University / *Professeur (directeur de recherche) au Département de sociologie de l'Université de Durham*

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / *SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'***EUROPE**

DGII - Directorate General of Democracy / *Direction générale de la Démocratie*

Children's rights division / Division droits des enfants
Regina Jensdottir
Head of Children's Rights Division / *Cheffe de la Division des droits* des *enfants*

Maia Mamulashvili
Communication officer / *Chargée de communication*

Steering Committee *for* the Rights of the Child / *Comité Directeur Pour les Droits de* l'*Enfant*
Katrin Uerpmann
Secretary of the Steering Committee for the Rights of the Child (CDENF) / *Secrétaire du CDENF*

Magdalena Bochinska
Policy advisor / Conseillère *politique*

Lanzarote Committee of the Council of Europe / *Comité Lanzarote du Conseil de l'Europe*
Naomi Trewinnard
Legal advisor / *Conseillère juridique*

Cooperation Unit - Children's Rights Division / *Unité de coopération - Division des Droits des Enfants*
Maria Asensio Velasco
Project Officer / Responsable de *projet*

Mireya Garcia de Murcia
Project Officer / Responsable de *projet*

Gender Equality Division / *Division de l'égalité de genre*
Cécile Gréboval
Programme Manager / *Responsable* de *programme*

Roza Cseby
Project Assistant/ *Assistant de projet*

Parliamentary Assembly / *Assemblée Parlementaire*
Grazia-Alessandra Sino
Project manager / *Responsable* de projets

Violence against women Division / *Division sur la violence à l'égard des* femmes
Francesca Montagna
Administrator / *Administratrice*

Sexual Orientation and Gender Identity Unit / *Unité Orientation Sexuelle et Identité de Genre*
Gabriella Calleja
Co-Secretary of the ADI-SOGIESC / *Co-Secrétaire du ADI-SOGIESC*

SECRETARIAT OF THE ENF-VAE / *SECRÉTARIAT DU ENF-VAE*

Anne Kayser
Secretary to the ENF-VAE / *Secrétaire du ENF-VAE*
Children's Rights Division (DGII) / *Division des Droits des enfants (DGII)*

Justine Vizier
Project Officer / *Chargée de Projets*
Children's Rights Division (DGII) / *Droits des enfants (DGII)*

Audrey Winum
Project Assistant / *Assistante de projet*
Children's Rights Division (DGII) / *Droits des enfants (DGII)*

INTERPRETERS / *INTERPRETES*

Sally Bailey-Ravet
Katia di Stefano
Michael Hill
Remy Jain